

L'autre Parole

La collective des femmes chrétiennes et féministes

DOSSIER SPÉCIAL
Machisme au sein de
la hiérarchie catholique

Paroles de féministes musulmanes



NO 121, PRINTEMPS 2009

Som-mère

Liminaire	
<i>Denise Couture</i>	p. 3
Le Groupe international d'études et de réflexion sur la femme en islam (GIERFI). Un regard féminin sur l'islam	
<i>Asma Lamrabet, Rabat</i>	p. 5
Féminisme islamique au Maroc. Autour des positions des protagonistes	
<i>Naïma Chikhaoui, Rabat</i>	p. 10
De certaines impasses du féminisme occidental face à l'islam	
<i>Karine Gantin, Paris</i>	p. 14
Le Coran lu par Asma Lamrabet, une lecture qui construit des ponts	
<i>Johanne Philipps</i>	p. 27
Un congrès de théorie féministe à Rabat au Maroc	
<i>Joannie Bolduc</i>	p. 30
Un tapis de femmes berbères	
<i>Monique Dumais</i>	p. 34
Billet	
<i>Louise Melançon</i>	p. 37
Saviez-vous que... <i>Marie-Josée Riendeau</i>	p.38

Ce numéro comprend un encart rassemblant deux textes sur le machisme au sein de la hiérarchie catholique

PHOTO DE LA PAGE COUVERTURE: « Mars 2009, en Tunisie » gracieuseté de Béchir Ghariani

NDLR: La collective L'autre Parole rassemble plusieurs petits groupes de femmes essaimés aux quatre coins du Québec. Au fil des articles, le nom de ces groupes sera mentionné à côté de celui de l'auteure si celle-ci est membre de la collective.

Liminaire

L'idée de ce numéro de *L'autre Parole* est née à Rabat, au Maroc, où s'est tenu du 21 au 25 octobre 2008 le 5^e *Congrès des Recherches féministes dans la francophonie plurielle*. Comme tout congrès international, celui-ci se déplace d'un continent à l'autre, d'une ville à l'autre. En 2008, il a été particulièrement marqué par le contexte du pays d'accueil, le Maroc. L'islam y est la religion d'État et 99 % de sa population est musulmane. Une révision du code de la famille en 2004 a été favorable à l'avancée des droits des femmes, ce qui fait actuellement du Maroc, parmi les pays musulmans et magrébins, celui où il est le plus aisé de travailler au développement d'un discours féministe public qu'il soit de type scientifique, politique ou individuel.

Il fallait s'en douter : les femmes marocaines qui ont pris la parole au Congrès se sont inscrites dans une perspective de « féminisme musulman ». Vers la fin de la première journée de travail, pendant la pause, une féministe venant d'Europe (je n'ai pas retenu de quel pays) m'a lancé d'un ton rageur qu'elle ne pouvait tout simplement pas concevoir que l'on rende compatible le féminisme et la religion. Je comprends qu'elle avait besoin d'exprimer son mécontentement, mais, de toute évidence, elle ne se doutait pas un instant qu'elle s'adressait à une membre de *L'autre Parole* et à une « féministe chrétienne » ! Il y eut plusieurs types de chocs de la rencontre lors

de la réunion à Rabat. Nous avons demandé à deux collègues de rendre compte de ce Congrès, à Joannie Bolduc, étudiante à l'UQAM, et à Monique Dumais de *L'autre Parole*. Elles nous racontent des histoires différentes parce que colorées par leurs expériences. Dans les deux récits, on trouve également de semblables découvertes.

Ce numéro donne la parole à des féministes musulmanes rencontrées à Rabat. Le discours féministe et musulman circule depuis quelques décennies, dans sa diversité, mais surtout en langue anglaise. Dans les contextes propres des pays de la francophonie et en langue française, on en est encore au début du déploiement d'un éventail de positions plurielles, féministes et musulmanes.

L'auteure du premier article de notre dossier, Asma Lamrabet, a publié plusieurs textes, disponibles sur Internet, ainsi que trois monographies sur les femmes et l'islam (<http://www.asmalamrabet.com/html/default.htm>). Pour *L'autre Parole*, elle analyse la fonction paradoxale que l'on fait occuper aux femmes musulmanes, entre une vision romantique par des Occidentaux ou par des Occidentales, d'une part, et un contrôle exercé par des islamistes, d'autre part. C'est à partir de cette position que des femmes musulmanes éduquées prennent désormais la parole pour elles-mêmes : « nous revendiquons notre appartenance à un mouvement féministe pluriel, ouvert, et

respectueux des différences de choix dans les stratégies de lutte des femmes et ce quel que soit leur référentiel religieux, culturel, athée ou agnostique ».

Asma Lamrabet souligne que cette position demeure minoritaire, ce que l'article de Naïma Chikhaoui sur l'état du féminisme islamique au Maroc confirme tout à fait. Cette dernière précise que, si la tension entre le féminisme et la religion n'est pas réservée aux pays musulmans, dans le contexte marocain, toutes les féministes, qu'elles soient laïques ou religieuses, évoluent dans un État musulman « où le religieux traverse la quotidienneté, l'éthique et l'institutionnel ». Naïma Chikhaoui relève quelques défis du féminisme musulman : une relecture féministe du Coran, la production de savoir islamique par des femmes, l'activisme politique et la double lutte contre la dévalorisation de l'image des femmes musulmanes en Occident et celle pour la maîtrise de leur vie dans le rapport de force avec des fondamentalistes islamiques.

Karine Gantin présente un point de vue européen sur la manière dont le féminisme occidental a construit une certaine vision de l'islam. Une opposition supposée entre le féminisme et la spiritualité fait déjà obstacle à l'idée d'un féminisme musulman. Pourtant, émancipation féministe et spiritualité s'accordent dans le processus de la quête. L'auteure note également la participation du fémi-

nisme occidental à l'antagonisme, colonial celui-là, entre l'Occident et l'islam. Comment le féminisme peut-il se recentrer sur la remise en question de la domination de l'*autre*, au plus proche de soi, comme sur le plan des rapports entre civilisations ?

S'ensuit une recension par Johanne Philipps du dernier livre d'Asma Lamrabet, *Le Coran et les femmes*. Il est fascinant de débusquer comment on a détourné la lecture du Coran aux avantages du patriarcat, et de constater la force de changement d'une lecture féministe de ce texte sacré.

Enfin, nous ne pouvions passer sous silence les prises de position récentes de la hiérarchie catholique autour de l'interruption de grossesse d'une jeune fille de neuf ans au Brésil. Elles ont provoqué un tollé sur la scène internationale. Elles sont machistes, écrit Marie-Andrée Roy, dans une lettre appuyée par plusieurs personnes et organismes. Elles sont schismatiques, selon Ivone Gebara, parce que la hiérarchie a choisi de se séparer du peuple croyant.

Bonne lecture!

Denise Couture
Pour le comité de rédaction

Le Groupe international d'études et de réflexion sur la femme en islam (GIERFI). Un regard féminin sur l'islam

Asma Lamrabet *

Einstein disait qu'il est plus facile de désintégrer un atome qu'un préjugé.... Cela est particulièrement vrai pour les préjugés concernant l'islam et les femmes. Malgré toutes les bonnes volontés du monde, les soupçons restent de mise et il est presque vain de prétendre venir à bout de cette vision stéréotypée envers les femmes et l'islam.

La raison pour laquelle nous sommes devant cette « centralisation » récurrente de la femme dans le débat sur l'islam est complexe et multidimensionnelle, mais on peut néanmoins en circonscrire les causes à deux grands postulats.

Le premier est lié à la conception « anhistorique » de l'islam par une civilisation occidentale, considérée elle, comme l'épicentre universel de l'Histoire.¹ Depuis cette vision orientaliste, en passant par la tragédie de la colonisation et jusqu'aux stratégies géopolitiques contemporaines, on assiste aujourd'hui, d'une part, à l'institutionnalisation d'un islam fantasmé, devenu véritable bouc émissaire idéal et d'autre part, à la construction idéologique d'une image essentialiste, fortement ancrée dans l'imaginaire collectif occidental.

Le second postulat a à voir avec la réalité socioéconomique des sociétés musulmanes, concrétisée par des indicateurs de développement humain des plus déplorables

et une réalité culturelle fortement patriarcale qui a façonné, à sa manière, la représentation des femmes dans ces dites sociétés.

Pendant longtemps, les femmes musulmanes, ont été des sujets passifs, voire des victimes consentantes et jusqu'à une certaine mesure, amadouées par des discours, qui, au nom du religieux, les ont marginalisées dans les bas fonds d'une histoire islamique désertée par ses femmes.

Comme dans toutes les religions monothéistes, les hommes religieux, soucieux de garder un certain monopole sur le sacré, ont minutieusement effacé les empreintes féminines de l'histoire et ont marginalisé les femmes à des fonctions subalternes, leur faisant croire que c'était là leur première et seule vocation humaine.

Lors de ces dernières décennies et grâce à l'accès à l'éducation et au savoir, de nombreuses femmes musulmanes vivant, aussi bien en terre d'islam, qu'en Occident, ont

*Asma Lamrabet est Marocaine et médecin hématologiste. Elle est aussi engagée dans la réflexion sur les femmes et l'islam et la « relecture des textes sacrés » à partir d'une perspective féminine. Essayiste (auteure de trois livres publiés en France), elle est actuellement présidente du GIERFI.

constaté qu'il existait un véritable décalage entre le message spirituel de l'islam et la réalité concrète de leur quotidien, sensé être régi par des principes religieux. Elles ont commencé, petit à petit et grâce aux connaissances acquises, à faire la part des choses entre certaines traditions culturelles discriminatoires et les véritables principes véhiculés par l'islam. En effet, à la lumière de cette relecture des textes scripturaires, de nombreux préceptes supposés être « islamiques », se sont avérés être les produits d'une construction idéologique, culturaliste, patriarcale et donc d'une interprétation erronée de l'islam.²

C'est donc à travers cette quête du savoir que des voix féminines se libèrent petit à petit en projetant ainsi une véritable affirmation de l'autonomie individuelle allant de pair avec l'appropriation indépendante de la foi et de la tradition religieuse, durant longtemps, seul apanage des hommes. Et paradoxalement, le retour du religieux, remarqué aussi bien dans les sociétés majoritairement musulmanes qu'au sein des communautés islamiques en Occident, a ouvert la voie à une nouvelle conception de l'islam, exprimée par des femmes profondément pratiquantes mais néanmoins tout à fait conscientes de la nécessité d'une critique des interprétations traditionnelles et d'une réforme radicale des lois juridiques islamiques.

Force est de constater que cette dynamique féminine innovante demeure encore minoritaire, devant toutes les autres tendances, autrement dit, celles de femmes

qui restent encore très soumises, voire inhibées par l'ordre religieux patriarcal ou celles qui s'excluent de la modernité par frustration identitaire et toutes les autres qui font le choix de rejeter la tradition religieuse dans sa totalité.

La problématique est donc complexe et il est évident que nous sommes loin des clichés « uniformisants » sur la femme musulmane et qui ne reflètent en rien les réalités changeantes et jamais définitives des sociétés musulmanes contemporaines.

Cependant, en tant que femmes musulmanes, nous nous retrouvons toutes plus ou moins aujourd'hui, confrontées à une double problématique. D'une part, celle qui de l'intérieur de notre tradition islamique nous impose des lectures discriminatoires elles-mêmes édictées au nom d'une interprétation littéraliste et réductrice des textes sacrés. D'autre part, celle des stéréotypes et préjugés de la vision occidentale à l'égard des femmes musulmanes, en particulier, et de l'islam en général.

Face à cela, il est devenu urgent de répondre aux attentes de nombreuses musulmanes aussi bien dans les sociétés majoritairement musulmanes qu'en Occident et qui ne se retrouvent plus, ni dans les discours islamiques officiels et creux ni dans les représentations hypermédiatisées des femmes musulmanes en Occident, érigées en éternelles victimes d'un islam perçu le plus souvent comme barbare et machiste. C'est dans ce sens, que la création d'un groupe à l'instar du GIERFI est une tentative de réappropriation de cette prise de

parole que l'on nous a, pendant des siècles, confisquée d'une manière impitoyable.

Il est indéniable que le message spirituel de l'islam est porteur de principes d'émancipation de la femme et que seule une lecture littéraliste et rigoriste semble aujourd'hui ignorer ou marginaliser. Mais il semble bien que le discours défensif, prôné par les musulmans pour contrecarrer les accusations récurrentes, soit devenu, aujourd'hui, insuffisant pour ne pas dire totalement contreproductif devant une réalité socioculturelle aux antipodes du message spirituel.

Le GIERFI a donc été créé et pensé afin de pallier au discours actuel sur les femmes et l'islam. Un discours qui ne cesse de ressasser les mêmes litanies et qui, dans les faits, infantilise les femmes et les marginalise afin de mieux les dominer. L'initiative de ce groupe est celle d'un ensemble de femmes musulmanes, venant de contextes culturels différents certes, mais qui partagent le même défi, à savoir, celui de faire entendre leurs revendications légitimes. Le GIERFI, c'est une autre façon de dire qu'en tant que femmes musulmanes vivant au XXI^e siècle, nous ne nous retrouvons plus dans les différentes législations prônées par la majorité des pays islamiques ni dans l'idéologie culturelle véhiculée par les représentants religieux des communautés musulmanes en Occident.

Ce groupe a donc été créé afin de répondre aux nécessités urgentes d'une nou-

velle voie d'émancipation qui permettra aux musulmanes en quête de sens de concilier, sans culpabilité ni mauvaise conscience, leur foi avec leur besoin légitime de vivre leur modernité. Il s'agit de choisir de se libérer aussi bien d'un matérialisme abstrait et aliénant que d'un rigorisme religieux tout autant aliénant et fermé à toute tentative de réforme.

Nous faisons le choix d'adhérer aux principes d'une émancipation spirituelle qui s'inscrit dans la tradition islamique parce que nous sommes précisément convaincues du message libérateur de l'islam.

Nous sommes aussi conscientes de l'importance du religieux dans nos sociétés et de son instrumentalisation — tout au long de l'histoire de la civilisation islamique — par les pouvoirs politiques qui oppriment tout autant les femmes que les hommes en s'appuyant sur des argumentaires religieux fallacieux afin de mieux conforter leur légitimité.

À travers ce groupe de réflexion, nous revendiquons aussi notre attachement aux valeurs universelles, car nous sommes aussi convaincues que les valeurs véhiculées par toutes les traditions religieuses ne sont pas incompatibles avec les valeurs dites universelles et que le religieux, en tant que point de repère de l'existence, continuera d'accompagner le cheminement de l'humanité.

Il est important aussi de souligner que notre vision s'articule autour de quatre dimensions essentielles : spirituelle, solidaire, post-coloniale et humaniste. Ces di-

mensions constituent le socle intellectuel du groupe.

La dimension spirituelle est au cœur de notre réflexion et s'inscrit dans la grande tradition réformiste — mais tristement abandonnée actuellement — de cette religion. Il s'agit donc de revendiquer des droits et des libertés au nom d'un référentiel islamique affranchi des lectures ethno-culturalistes qui ont, entre autres, intériorisé l'idéologie de l'infériorité féminine, sous forme de l'image idéalisée de femme-épouse ou de femme-mère. On peut revendiquer, comme le préconise l'islam ainsi que les autres traditions spirituelles, le droit à l'épanouissement féminin personnel, tout en insistant sur notre engagement indiscutable aux valeurs familiales mais sans pour autant réduire inéluctablement les femmes à des fonctions de subordination au sein du couple, comme l'imposent certaines lectures patriarcales.

La dimension solidaire est celle qui s'insère dans le cadre du mouvement mondial des femmes qui luttent contre les différentes formes d'asservissement et de discrimination. À ce titre, nous revendiquons notre appartenance à un mouvement féministe pluriel, ouvert, et respectueux des différences de choix dans les stratégies de lutte des femmes et ce quel que soit leur référentiel religieux, culturel, athée ou agnostique.

La dimension post-coloniale est celle de notre vécu en tant que femmes du Sud ou de femmes issues d'une immigration ve-

nue du Sud. De part notre héritage historique, nous refusons la vision ethnocentrique de certaines féministes occidentales qui pendant longtemps ont considéré les femmes du Sud et plus particulièrement les musulmanes comme des « sujets d'étude », qu'il fallait observer, décortiquer, analyser et qui n'ont jamais eu le droit à la parole, car les « féministes occidentales » étaient toujours là pour parler à leur place.³

Enfin, la dimension humaniste qui soutient notre réflexion est celle qui croit fermement en une lutte commune contre toutes les oppressions et les exactions des droits humains et ce quelles que soient leurs origines. Les femmes musulmanes — comme les hommes — souffrent dans la majorité de pays musulmans d'un déficit en démocratie et en libertés individuelles et de surcroît elles subissent, à l'instar des autres femmes du Sud comme du Nord, la même oppression due à une mondialisation économique néolibérale déstructurante qui a exacerbé leur pauvreté, leur surexploitation et leur exclusion sociale.

Les défis qui nous attendent sont donc importants et multiples. D'une part il s'agit pour le GIERFI d'inciter les femmes musulmanes à redevenir des actrices centrales dans les processus de transformation en cours dans les sociétés dans lesquelles elles évoluent. Pour cela, il faudra encourager la participation des femmes à tous les niveaux de la relecture des textes et de la réforme de la pensée isla-

mique, afin de dépasser les blocages exécutifs et juridiques actuels qui empêchent toute véritable émancipation des femmes musulmanes.

D'autre part, le GIERFI tente de déconstruire et de démystifier l'image stéréotypée des femmes musulmanes en Occident en établissant des ponts de dialogue et d'échange avec les femmes occidentales et de créer ainsi des espaces d'entente où toutes les femmes peuvent prendre la parole sans distinction sociale, ethnique, culturelle ou religieuse.

Pour cela, il faudra absolument dépasser les tentatives d'appropriation d'un modèle unique opposant comme on le voit fréquemment, féminisme et foi religieuse ou occidentalisation et émancipation. Il faudra déconstruire cette approche paternaliste de l'histoire des luttes des femmes qui tend à présenter les femmes occidentales comme étant les seules héritières

des idéaux égalitaristes. Toutes les luttes féminines doivent être respectées, acceptées et encouragées.

C'est là tout le défi d'un féminisme véritablement universel, autrement dit, pluriel, créatif et généreux à l'instar de celui incarné par les femmes de L'autre Parole qui nous invitent à témoigner en tant que musulmanes au sein de cet espace de spiritualité chrétienne. C'est ce qui nous reconforte dans notre choix de créer des alliances effectives avec celles qui à partir de leur foi et de leurs convictions veulent construire des lendemains meilleurs et un avenir commun, plus libre, plus serein et plus juste. Pour cela, le dialogue, l'empathie et l'échange spirituel resteront, sans aucun doute, nos meilleurs alliés.

¹ C'est là la vision orientaliste telle que décrite par Edward Said dans son ouvrage culte *L'Orientalisme*, défini selon l'auteur comme étant un style occidental de domination, de restructuration et d'autorité sur l'Orient.

² On citera pour exemple l'excision, les mariages forcés, les crimes d'honneur, qui sont des coutumes liées à des contextes géographiques donnés et que l'on ne retrouve nulle part dans les textes sacrés de l'islam.

³ Ce type de féminisme hégémonique considère l'expérience des femmes blanches comme étant « La norme universelle ». Il s'agit, comme le rappelle Christine Delphy, d'une vision à mission « civilisatrice » où s'imbriquent sexisme et racisme et qui en dit long sur la vision néo-colonialiste qui la sous-tend.

Féminisme islamique au Maroc. Autour des positions des protagonistes

Naïma Chikhaoui*

L'activisme féministe islamique au Maroc est en quête actuellement de légitimation dans un pays musulman ! Il fait face à un antagonisme sous-entendu, voire explicitement soulevé entre d'une part un féminisme toujours jugé comme mouvement laïque d'importation impérialiste, de tendance d'activistes de gauche, et d'autre part des groupements de femmes et de certaines individualités qui se réclament féministes islamiques en référence au religieux.

Ces féministes islamiques rejettent toute autre catégorisation de féministes islamistes et donc toute instrumentalisation politique de la religion et disent aller au-delà du fait qu'elles soient musulmanes de naissance et souvent de pratique religieuse. En somme, de quelles sources, de quelle symbolique, de quel référentiel tentent-elles de puiser cette légitimité ? Quel projet de société globalement, celui pour les femmes en particulier portent-elles et revendiquent-elles ? De quelles stratégies usent-elles pour faire aboutir ces projets et leur idéal, ou plutôt idéal ?

De prime abord, il faut rappeler que ce dualisme, souvent approché comme contradictoire entre féminisme et référentiel religieux, n'est pas propre à l'actualité des mouvements féministes dans les pays arabes et musulmans en général. La terre, reconnue comme terrain initial de naissance des mouvements féministes structurés, oc-

cidental et européen, n'a pas été indemne de ce débat et de ce fait donc historique : « La critique féministe dans le domaine des religions est longtemps restée cantonnée dans une approche politique et anticléricale en opposition frontale »¹. Il n'en demeure pas moins qu'une problématique différentielle majeure et occultée, de paradigme et de contexte historique, remettrait en cause cette comparaison. Si les féministes chrétiennes eurent à agir, à penser, à théoriser et à revisiter leur religion dans un terrain politiquement et socialement sécularisé, celles dites féministes islamiques agissent dans un contexte où l'islam est souvent officiellement religion d'État et où le religieux traverse la quotidienneté, l'éthique et l'institutionnel. Le contexte est en plus jugé connaître un retour de l'orthodoxie religieuse rigide et de la politisation islamiste, voire fondamentaliste extrême.

* L'auteure est anthropologue et professeure à la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université Mohamed V à Rabat/Agdal, au Maroc. Chercheuse qui se positionne et se revendique comme militante intellectuelle féministe, elle a publié des articles sur les rapports sociaux entre les hommes et les femmes au Maroc dans leur dimension anthropologique.

Nous sommes, en effet, loin d'une théologie féministe — du moins à ce stade — à l'instar de ce qui est observable en Occident, encore loin d'un mouvement féministe activiste politique. Il s'agit tantôt d'initiatives plus à portée réflexive, par moment intellectuelle, tantôt d'attitudes réactionnelles de certaines partisans au sein du parti politique « Justice et développement » contre les positions desdites féministes laïques ou vis-à-vis des attitudes discriminatoires de leurs propres camarades, hommes. Ce parti se revendique du référentiel religieux islamique et compte quelques associations sympathisantes à coloration notamment religieuse. Ces initiatives et attitudes se qualifiant de féministes islamiques s'avèrent encore loin d'un positionnement militant déclaré en tant que tel. Il se présente tout spécifiquement confus quant à son paradigme épistémique.

Néanmoins, elles trouvent écho à un niveau transnational, ce qui est notoire. En effet, à partir du milieu de cette décennie, il est aisé d'observer la multiplication de rencontres scientifiques et de débat à l'échelle internationale autour des questions relatives au genre et Islam, mais aussi de manière explicite au féminisme islamique. Des figures féminines trop médiatisées pour être considérées comme initiatrices intellectuelles de ce mouvement, marquent souvent de leur présence des événements, comme Amina Waddud, professeure des études islamiques à l'Université du Commonwealth de Virginie (États-

Unis), etc.²

À l'échelle nationale marocaine, l'écoute du tissu associatif féminin et féministe est de plus en plus attentive à l'émergence de cette tendance de féminisme islamique, tout particulièrement par lucidité et par vigilance quant à la préservation des récents acquis juridiques grâce au code de la famille de 2004 qui est fondé théoriquement sur le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes, sujets juridiques. Il faut rappeler que les lieux de discrimination sexuelle qui traversaient l'ancien code (« Moudawana »), étaient d'inspiration ou de lecture religieuses, car il avait recours à la « Charia » islamique basée au Maroc sur le dogme « Malékite », « loi » religieuse qui régissait presque exclusivement l'institution familiale.³ Ce positionnement féministe de veilleuse sur les droits acquis, reste faible dans la mesure où il continue lui-même de souffrir d'un amalgame interne, historiquement ancré au sein du mouvement féministe national ; à savoir le double référentiel féministe ou du moins revendicatif de l'égalité genre et des droits humains et celui religieux islamique.

L'appel à la réforme juridique et à l'adoption d'un nouveau code de la famille ne s'était jamais fait en dehors du discours sur la dimension égalitariste de l'islam et sur la nécessité d'opérer un « Ijtihad » et donc une relecture interprétative de l'intérieur de la religion, de la « Charia », quoiqu'en élargissant cet effort interprétatif à d'autres sources scientifiques, telles celles

des sciences humaines comme la sociologie, la psychologie, notamment à travers des compétences féminines, les plus concernées. Le référentiel islamique n'a jamais été ouvertement écarté même par celles qui étaient jugées être laïques par les adversaires. Certes, les revendications, comme l'interdiction de la polygamie, l'appel au divorce judiciaire allaient à l'encontre de l'esprit et des textes religieux francs dans ce sens, mais stratégiquement ou par intimidation, aucune féministe n'appelait explicitement et à haute voix à la sécularisation et à la dissociation du juridique légiférant les rapports entre les hommes et les femmes et de la religion. Cet état de fait, expliquerait en partie le recours à l'arbitrage royal en tant qu'« Amir El Mouminin » (Commandant des croyants) qui fut l'issue de la résolution du conflit sociopolitique (1998-2004) entre les résistants islamistes relativement à la réforme de la « Moudawana » et celles qui appelaient à ce changement par l'instauration de l'égalité genre. Ce fait est à retenir dans toute analyse des perspectives évolutives du féminisme marocain, entre autres celui islamique.

Au demeurant, quel est le projet des féministes islamiques pour les femmes marocaines et quelles modalités de changement de leurs réalités prônent-elles et défendent-elles ? À nos jours, nous ne pouvons que déceler quelques éléments de réponses à travers les traces audibles et écrites disponibles de leurs discours, car la production discursive et de théorisation est encore très

embryonnaire.

Les discours féministes islamiques révèlent deux revendications majeures. Premièrement, le droit à une relecture du livre saint qui démystifie l'image « authentique » telle que dépeinte par le Coran « véridique », laquelle devrait refléter sa place égale et équitable dans la société. Deuxièmement, palier à l'occultation des figures féminines de proue glorifiées dans le Coran ou des personnages historiques témoins de l'islam égalitaire, à commencer par celles des épouses du Prophète, « Aïcha » la Bienaimée et qui avait veillé sur l'écriture du Texte Sacré (Coran) et prêché des conduites non discriminatoires à l'ensemble des musulmans, « Hafsa » sa conseillère politique ou Rayhana, captive qui refusa de se convertir à l'Islam et opta pour le statut de concubine non musulmane. Cette mise en exergue de ces symboles féminins scotomisés même s'ils sont représentés par des femmes reconnues historiquement, est voulue comme une révélation d'une machination machiavélique machiste pour asseoir leur pouvoir au nom d'une religion qui est dite au masculin et qui s'adresse au masculin et des doctrines islamiques rigoristes.

Les démarches fondamentales préconisées par les féministes islamiques se résumeraient en quatre points principaux :

1. Revisiter tous les corpus de littérature religieuse, dont le Livre Sacré, le Coran, avec un regard critique et analytique sensible à l'empreinte masculine misogyne et à celle théologique obscurantiste.

2. Investir les champs religieux autant sur le plan institutionnel officiel et officieux que sur celui de la production théologique en tant que deux espaces de pouvoir et de travail sur la prise de décisions.

3. Créer des alliances et instaurer des réseaux de lobbying et d'influence à l'échelle musulmane mondiale au profit des droits des femmes musulmanes.

Agir autant au niveau des influences impérialistes défigurantes de l'Islam à travers la dévalorisation de l'image des femmes dans les terres musulmanes et en Occident qu'au niveau des dangers fondamentalistes islamistes, tendances sexuellement ségrégationnistes et menaçantes du processus initié de la libération des femmes de confession musulmane.

Ce faisant, ces féministes islamiques laissent passer sous silence les lieux scripturaires de discrimination sexuelle qui persisteraient à défaut de réinterprétation argumentée théologiquement, éthiquement, philosophiquement, anthropologiquement ou historiquement. Cet effort de production scientifique parallèle, à même de produire de nouveaux paradigmes, d'explicitier de nouvelles données, d'élaborer une nouvelle nomenclature conceptuelle exempte des postulats et a priori masculins ségrégationnistes, n'est toujours pas

entamé chez les féministes islamiques au Maroc afin de soutenir leur discours en dehors du discours théologique classique.

Aussi, ces mêmes féministes semblent s'attarder et s'attaquer ouvertement aux enjeux politiques et sociaux que représentent les courants et les mouvements fondamentalistes qui tentent d'instrumentaliser ces discours au profit d'un plus de légitimité auprès des masses et un plus d'influence des femmes à claustre symboliquement dans un costume religieux voilant ou effectivement dans un espace privé réprimant.

Enfin, ces nouvelles militantes pour les droits des femmes musulmanes n'ont toujours pas suffisamment démontré aux féministes qui ont longtemps incriminé l'ensemble des religions monothéistes comme responsables en grande partie des inégalités entre les hommes et les femmes et des marginalisations de ces dernières, comment ces religions sont fondamentalement, intégralement favorables à l'égalité entre les hommes et les femmes, comme principe fédérateur et organisateur de la quotidienneté et de la vie des citoyens et des citoyennes; peu importe si c'est dans la différence, la complémentarité ou la liberté totale et légalement et démocratiquement contrôlée.

¹ Florence Rochefort, « Le Siècle des féminismes », Éliane Gubin, Catherine Jacques, Florence Rochefort (dir.), Paris, Éditions de l'Atelier, 2004.

² Congrès international du féminisme islamique du 27 au 29 octobre 2005 à Barcelone; Colloque à l'UNESCO : « Existe-t-il un féminisme musulman? », les 18 et 19 septembre 2006, organisé par la Commission Islam et Laïcité; etc.

³ Cette « Moudawana » adoptée en 1958, qui a connu une première révision en 1993, s'était aussi inspirée du code français de la famille à cette époque coloniale.

De certaines impasses du féminisme occidental face à l'islam

Karine Gantin *

Le chemin de l'émancipation féministe possède des points communs avec le cheminement spirituel : tous deux se présentent comme un chemin, une voie particulière de l'accès à l'universel, un moyen de toucher celui-ci au travers d'un parcours en propre.

Le chemin même de l'émancipation exige à mon sens une forme de spiritualité, fût-elle qualifiée d'humaniste. Or, la spiritualité est aujourd'hui trop souvent reléguée au second plan dans le féminisme occidental, qui lui préfère la seule vision de la religion comme système figé d'organisation sociale et d'ordonnement moral, puis en vient à détourner même celui-ci à son tour vers des enjeux géopolitiques inattendus éventuellement à des fins racistes particulières. C'est ce que je veux essayer de raconter ici.

Émancipation et spiritualité. Pour comprendre la complexité de l'humain et appréhender cette vie terrestre, rassembler dans sa main les fils de l'universel et du

particulier, de l'intemporel et de la circonstance, du collectif et de l'individu, il n'est pas suffisant en effet de lire les grands penseurs ou les sages. Il faut refaire *par soi-même* l'intégralité du chemin qui mène à leur pensée ou à leur sagesse. En référence à une image connue de la philosophie méditerranéenne, il ne suffit pas de lire Platon, il faut refaire après Socrate tout le long chemin du désenchaînement personnel du fond de cette caverne qu'est la vie sociale, puis refaire aussi à son tour la rude escalade vers l'ouverture de lumière qui la surplombe, vers la Connaissance, en tâtonnant dans la semi-pénombre, et sans présumer pour autant qu'une fois confrontée enfin à la source même de la

*Karine Gantin gère le site d'informations féministes Topics&Roses (www.topicsandroses.com). Ancienne journaliste, militante dans le domaine des droits humains et de la coopération internationale, elle assiste via Centre Artemis Paris pour les droits fondamentaux des projets de coopération avec la société civile dans l'espace euro-méditerranéen élargi, jusqu'en Irak, où elle travaille sous la bannière notamment de l'ONG québécoise Alternatives (www.alternatives.ca). L'article ci-après est nourri du travail de l'auteure sur le projet Topics&Roses ainsi que de conférences qu'elle a données à Barcelone et à Rabat sur le thème de l'universalisme au féminin, ensemble avec le GIERFI (<http://gierfi.wordpress.com/>). Voir aussi : www.centre-artemis-paris.info.

lumière, qu'une fois à l'air libre, le chemin se finit.

Or, ce chemin ardu est entrepris par des femmes justement aussi. Les écrits de la féministe musulmane Asma Lamrabet, présidente du GIERFI, y font référence dans le domaine de l'islam. D'autres écrits, comme *L'Histoire des Femmes philosophes*, publié en France en 1690 par Gilles Ménage et consacré aux penseurs féminins antiques (réédité en 2005 : *L'Histoire des Femmes philosophes*, de Gilles Ménage, Paris, Ed. Arléa, déc.05), en témoignent également, avec le même constat : tant de noms féminins lumineux de force intellectuelle et de sagesse, ont été oubliés en cours de route par l'Histoire. Je pense encore à l'évangile de Marie, dont on ne sait plus s'il s'agit d'un apocryphe, et qui aurait été écarté d'emblée du canon, dit-on parfois, du fait de son « sexe », ainsi que d'autres écrits d'apôtres de Jésus qui faisaient une trop grande place aux femmes. L'élévation de la pensée aurait-elle donc un sexe ?

De fait, l'exclusion du pouvoir politique que subissent les femmes en cache une autre, plus taboue encore : celle du domaine de la sagesse, et du droit d'exercer a fortiori une autorité morale. Or, le féminisme, en tant que réflexion sur le sort des femmes et, partant, sur l'organisation humaine et sociale, en tant que lutte émancipatrice tout simplement, le

féminisme peut être un chemin de sagesse qui débouche sur une contemplation de l'universel. Il peut être une tentative philosophique de concilier sa lutte particulière à soi avec une vision intelligente et sensible de l'humanité entière.

Hélas, c'est tel un strict lobbying communautaire (les droits des femmes) sans perspective collective apparente (la Cité globale), non tel une sagesse, que secrètement est perçu bien souvent le féminisme dans nos sociétés. Tel une revendication corporatiste. Aujourd'hui, le féminisme occidental est plus amer qu'il ne veut l'admettre. Certes, ses avancées ont été majeures. Les résultats concrets de ses luttes, que ce soit dans la société, les cuisines ou les chambres à coucher, sont inégaux. En outre, il faut évoquer encore les polémiques concernant la concurrence que le féminisme aurait fait vivre aux autres combats, la lutte des classes, ou, en d'autres lieux, les luttes nationales de libération. Ces polémiques-là ne sont pas vraiment retombées. Aussi, quand nos féministes au Nord parlent aujourd'hui des droits des femmes comme d'un enjeu politique et social global, acquiesce-t-on distraitement, pour le principe, car c'est le discours devenu aujourd'hui légitime, le prêt-à-porter politique qui vous autorise à concourir dans l'arène. Mais dans la pratique elles restent largement renvoyées à un problème de type corpora-

tiste sans portée citoyenne élargie : enjeux de quotas, obligation « politiquement correcte » de les mettre en tribune, etc. Les hommes dirigeants traitent pour la plupart la place des femmes et la question de leurs droits comme un sujet contraint, comme une obligation pour eux de reculer devant un communautarisme « tabou » et cependant malvenu. Bien sûr, il existe des différences d'un pays à l'autre. On ne peut faire l'impasse non plus sur l'imprégnation culturelle à terme que représentent ces transformations. Et pourtant. Que d'effroyables déceptions. Des succès sur le terrain. Mais un placard persistant pour les femmes. Une partie des féministes occidentales a, dès lors, au fil du temps, par compensation, stylisé ses luttes de libération passées comme un moment absolu. D'abord, cet élan de nostalgie compréhensible et légitime était doublé d'une lucidité critique face au présent. Et puis, les choses ont changé quelque peu. Au lieu de reprendre de la vigueur face aux défis de la « guerre des civilisations » et à la visibilité renouvelée des femmes comme objet de polémique entre « islam » et « occident », au lieu de retrouver leur souffle libertaire initial de contestation de l'ordre moral établi, guerrier et impérialiste ici, moralisateur et défensif là, au lieu de réanimer leur créativité théorique pas-

sée, une partie des féministes ont accepté benoîtement une légitimité à prix réduit qu'on leur offrait soudain. Elles ont soutenu des discours au minimum ambigu, voire explicitement impérialistes, racistes et discriminants à l'égard des couches populaires immigrées notamment musulmanes, s'auto-proclamant gardiennes des valeurs féministes universelles, et partant, gardiennes de l'Occident. Un rôle phare inédit dont elles rêvaient sans doute secrètement ! Sortie du placard !

Des féministes occidentales ou « occidentalisées » en viennent ainsi à faire alliance aujourd'hui avec les États du Nord pour « défendre » ensemble l'universalité des droits des femmes. Non qu'ils aient tort de formuler une si noble ambition. Et une riche palette d'attitudes existe en situation. Mais il faut examiner ce qui se joue ici. Les États du Nord, ceux-là même dont les dirigeants incluent en ronchonnant la nécessité de promouvoir des femmes à leurs côtés, et les dédaignent souvent dans la pratique,

suite à la page 25:

DOSSIER SPÉCIAL

MACHISME AU SEIN DE LA HIÉRARCHIE CATHOLIQUE

À la suite des propos tenus par des évêques — dont certains proches de l'évêque de Rome — au regard de l'interruption de grossesse d'une fillette de neuf ans, L'autre Parole a décidé de publier un dossier spécial portant sur la fracture entre la hiérarchie catholique et les communautés de chrétiennes et chrétiens. Nous reproduisons ici, avec l'autorisation des auteurs, un texte d'Ivone Gebara qui a circulé sur la toile en portugais et en traduction française et la version longue d'un article de Marie-Andrée Roy, paru dans Le Devoir du 24 mars 2009. Ce dernier texte a reçu l'appui de nombreux groupes et personnes.

Si vous souhaitez poursuivre ce débat dans nos pages, faites-nous part de vos commentaires.

Le schisme de la hiérarchie catholique

Ivone Gebara *

Les derniers événements concernant l'interruption de grossesse d'une fillette de neuf ans au Parnambuca a mis en évidence un fait qui était déjà présent depuis longtemps dans l'Église catholique romaine. Les évêques ont perdu le sens du gouvernement par rapport aux défis de l'histoire et de la foi de la communauté et ils s'estiment plus fidèles à l'Évangile de Jésus que la communauté elle-même. Pour maintenir une compréhension centralisatrice et anachronique de leur fonction et de la théologie correspondante, ils se sont éloignés de nombreuses souffrances et douleurs concrètes des personnes, surtout des femmes. Ils ont fini par être les défenseurs de

principes abstraits, d'incertaines hypothèses furtives et ont même prétendu être les défenseurs de Dieu. Cet événement de distanciation est ce que j'appelle un schisme. Les évêques, autant au niveau national qu'international (et ici j'inclus aussi le pape, comme évêque de Rome) sont devenus schismatiques par rapport aux communautés chrétiennes catholiques, c'est-à-dire qu'ils ont rompu avec une grande partie de celles-ci en diverses occasions. L'incident relatif à la prohibition de l'interruption de grossesse de la fillette dont Mgr José Cardoso Sobrinho, archevêque d'Olinda et de Recife, s'est fait un protagoniste en est un exemple irréfutable. Sans doute y a-t-il de

* Ivone Gebara est théologienne brésilienne.

Cet article est paru en portugais sur le site d'Adital, une agence œcuménique d'information le 9 mars 2009 (<http://www.adital.com.br>)

Traduction : Claude Lacaille, p.m.e.

nombreuses personnes et groupe qui pensent comme lui et renforcent son schisme. Cela fait partie du pluralisme dans lequel nous vivons toujours.

La hiérarchie de l'Église, servante de la communauté des fidèles, ne peut sur certaines questions s'éloigner du sens commun et pluriel de la vie de foi. Elle ne peut également dans des affaires fort personnelles et même de groupe se substituer à la conscience, aux décisions et au devoir des personnes. Elle peut émettre une opinion, mais non pas l'imposer comme une vérité de foi. Elle peut s'exprimer, mais non pas forcer les personnes à assumer ses positions. En ce sens, elle ne peut instaurer une guerre sainte au nom de Dieu pour sauvegarder des choses qu'elle juge être volonté et prérogative divine. La tradition théologique dans la ligne prophétique et sapientielle n'a jamais permis qu'un fidèle, même évêque, parle au nom de Dieu. Et cela parce que le dieu dont nous parlons en notre nom est à notre image et ressemblance. Le Mystère Sacré qui traverse tout ce qui existe est inaccessible à nos jugements et à nos interprétations. Le Mystère qui habite en tout n'a justement pas besoin de représentants dogmatiques pour défendre ses droits. Notre parole n'est rien de plus qu'un balbutiement d'approximations et d'idées changeantes et fragiles, même concernant l'ineffable mystère. C'est dans cette perspective également qu'on ne peut non plus obliger l'Église hiérarchique à devenir, par exemple, la promotrice de la légalisation de l'avortement, mais que sim-

plement elle n'empêche pas une société pluraliste de s'organiser en accord avec les nécessités de ses citoyennes et citoyens et que ceux-ci aient le droit de décider de leurs choix.

Les communautés chrétiennes ainsi que les personnes sont plurielles. Dans un monde d'une telle diversité et complexité comme le nôtre, nous ne pouvons pas admettre que seulement l'opinion d'un groupe d'évêques, hommes célibataires et avec une formation limitée au registre religieux, soit l'expression de la fidélité à la tradition du mouvement de Jésus. La communauté chrétienne est davantage que l'Église hiérarchique. Et la communauté chrétienne existe dans la réalité de multiples communautés chrétiennes, et celles-ci sont également constituées de nombreuses personnes, chacune ayant son histoire, ses choix et ses décisions propres devant la vie.

Je suis impressionnée par l'anachronisme des postures philosophiques et éthiques épiscopales, en commençant par les évêques brésiliens et jusque dans les instances romaines comme on peut le lire dans l'entrevue donnée par le cardinal Giovanni Batista Re, président de la Congrégation pour les évêques, à la revue italienne *Stampa*, laquelle concorde avec la position des évêques brésiliens. Les temps ont changé. Il est urgent que la théologie des évêques sorte d'une conception hiérarchique et dualiste du christianisme et perçoive que c'est dans la vulnérabilité face aux douleurs humaines que nous pourrions être

plus près des actions de justice et d'amour. Bien sûr, nous pourrions toujours nous tromper même quand nous pensons avoir raison. C'est le lot de la fragile condition humaine.

Je crois que nos entrailles ressentent en premier lieu les douleurs immédiates, les injustices contre les corps visibles et c'est face à celles-ci qu'il nous incombe d'intervenir tout d'abord. La consternation et la commotion provoquées par la souffrance de la fillette de neuf ans ont été grandes. Et cela parce que c'est à cette vie présente et actuelle, à cette vie de fillette rendue femme violée et violentée parmi nous que nous devons en premier lieu respect et assistance. Ainsi comme membre de la communauté chrétienne, je salue l'attitude du Dr. Rivaldo Mendes de Albuquerque et l'équipe de CISAM de Recife ainsi que la mère de la fillette et toutes les organisations et personnes qui lui sont venues en aide en ce moment de souffrance qui certainement laissera des marques indélébiles dans sa vie.

Certains lecteurs diront que ma position n'est pas la position officielle de l'Église catholique romaine. Mais d'ailleurs, que signifie aujourd'hui la parole officielle ? Qu'est donc l'Église officielle ? L'institution qui se présente comme la représentante de son dieu et ose condamner la vie menacée d'une fillette ? L'institution qui se considère sans doute comme la meilleure observante de l'Évangile de Jésus ?

Je n'identifie pas l'Église à l'Église hiérar-

chique. La hiérarchie n'est qu'une infime partie de l'Église. L'Église est la communauté de femmes et d'hommes disséminée de par le monde, communauté de ceux qui sont attentifs aux personnes tombées sur les routes de la vie, aux porteurs de souffrances concrètes, aux cris des peuples et des personnes en recherche de justice et de soulagement de leurs douleurs aujourd'hui. L'Église est l'humanité qui s'entraide à supporter ses douleurs, à soulager ses souffrances et à célébrer ses espérances.

Continuer à excommunier, à inclure et à exclure, semble de plus en plus favoriser la croissance de relations autoritaires, irrespectueuses de la dignité humaine, surtout quand cela surgit d'institutions qui prétendent enseigner l'amour du prochain comme loi suprême. De qui Mgr José Cardoso et certains évêques se sont-ils faits les prochains dans ce cas-ci ? Des fœtus innocents, diront-ils, ceux précisément qui ont besoin d'être protégés contre l'« holocauste silencieux » commis par des femmes et leurs alliés. En réalité, ils se sont faits prochains du principe qu'ils défendent et se sont distanciés de la fillette agressée et violentée tant de fois. Ils ont condamné celui qui a recueilli cette fillette tombée sur la route de la vie et ont sauvegardé leurs lois et la volonté de leur dieu. Ils croient que l'interruption de grossesse de la fillette serait une atteinte à la seigneurie de Dieu. Mais les guerres, la violence sociale croissante, la destruction de l'environnement ne seraient-elles pas également des atteintes qui mériteraient da-

vantage dénonciation et condamnation?

Pardonnez-moi si, sans vouloir juger les personnes, mais devant l'inconsistance de certains arguments et l'insensibilité aux problèmes vécus par la fillette de neuf ans, je sois prise aux entrailles d'une espèce de colère solidaire.

En fait, un schisme historique est en train de se construire et de croître dans différents pays. La distance entre les fidèles et une certaine hiérarchie catholique est marquante. L'incident relatif à l'interruption de grossesse de la fillette de Pernambuco n'est qu'une action d'autoritarisme entre tant d'autres et de méconnaissance de la complexité de l'histoire actuelle que la hiérarchie a commis.

Dans la mesure où ceux qui se croient responsables de l'Église prennent leurs dis-

tances de l'âme du peuple, de ses souffrances réelles, ils établiront un nouveau schisme qui accentuera encore plus l'abîme entre les institutions de la religion et les vies simples du quotidien avec leur complexité, leurs défis, douleurs et petites joies. Les conséquences d'un schisme sont imprévisibles. Il suffirait d'apprendre les leçons de l'histoire du passé.

Je termine ce court texte en rappelant ce qui est écrit dans l'Évangile de Jésus de différentes manières. Nous sommes ici-bas pour vivre la miséricorde entre nous. Et tous, nous avons besoin de cette miséricorde, unique sentiment qui nous permet de ne pas ignorer la douleur des autres et nous aide à porter les lourds fardeaux des uns et des autres.

Machisme et autoritarisme

Marie-Andrée Roy *

Le drame d'une petite Brésilienne de 9 ans, enceinte de jumeaux après avoir été violée et agressée par son beau-père depuis l'âge de six ans, a ému la planète. Sa vie étant gravement en danger, il y a eu avortement comme le permet, dans des cas exceptionnels, la loi brésilienne. La mère qui soutenait la fillette et l'équipe médicale qui a

pratiqué l'avortement ont été excommuniées par l'évêque du diocèse de Recife, Mgr José Cardoso Sobrinho qui a affirmé que "le viol est un péché moins grave que l'avortement". Ce dernier a reçu l'appui du préfet de la Congrégation des évêques au Vatican, le cardinal Giovanni Battista Re, réputé être un proche de Benoît XVI. La

* Marie-Andrée Roy est professeure au Département de sciences des religions et Directrice de l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM. Elle est une membre fondatrice de la collective L'autre Parole.

semaine dernière, féministes, catholiques, athées de partout dans le monde ont dénoncé cette position rétrograde et cruelle. Cette semaine, dix jours après les événements, dans le sillage de l'intervention de Mgr Rino Fisichella, président de l'Académie pontificale pour la vie, dans le journal du Vatican l'Osservatore Romano, des évêques et des cardinaux se joignent au concert de paroles de compassion.

Comment lire ces événements et que faire pour qu'ils ne se reproduisent plus ? Je suggère deux pistes de lecture qui sont autant de voies de changements requis pour que cesse l'inacceptable : 1) la représentation des femmes dans l'Église marquée par le sexisme et le machisme clérical et 2) le rapport au pouvoir et à l'autorité dans l'Église.

Le machisme clérical

Si la fillette a été ainsi objectivée, c'est que les femmes ne sont pas comprises ni reconnues comme des personnes à part entière dans l'Église, elles sont assimilées à des choses. Après tout, n'est-ce pas une autre chose, la machine à laver, qui les a libérées affirme l'Osservatore Romano dans sa livraison du 8 mars ! Des choses au service des hommes, des mères dédiées à leurs enfants, des épouses attentives pour leur mari, des vierges servantes du clergé. Elles ne peuvent pas exister par et pour elles-mêmes. Certes le discours romain les glorifie, les louange ; il suffit de penser aux discours de Jean-Paul II exaltant « la femme » qui s'accomplit dans l'abnégation la plus totale, dans le don désintéressé d'elle-même. Mais les femmes ordinaires,

avec un corps, des désirs et des ambitions autres que celles de servir leurs enfants, leur mari et le clergé, n'ont pas de légitimité, pas même d'existence dans le discours romain clérical. La jeune Brésilienne, une petite fille ordinaire n'a pas été reconnue comme une enfant en détresse, violée, abusée, qui devait avant tout recevoir amour et compassion. Non, elle a d'abord été comprise comme un utérus porteur de deux fœtus qui devaient être menés à terme peu importe les conséquences sur « la chose ». La fillette comme sujet, comme personne n'a pas eu d'existence dans la pensée de Mgr José Cardoso Sobrinho et du cardinal Giovanni Battista Re, ces défenseurs d'une vérité prétendument divine. Ils l'ont regardée comme une « chose enceinte ».

Il ne s'agit pas d'un « cas isolé », d'une erreur de parcours de la part de quelques ecclésiastiques. Il s'agit d'un système religieux machiste qui n'a de cesse de reproduire ces aberrations sexistes. En 2006, en Colombie, les membres d'une équipe médicale qui ont accepté de pratiquer une interruption de grossesse chez une fillette de 11 ans, enceinte à la suite du viol de son beau-père, ont été qualifiés par le Cardinal Trujillo de personnages infâmes. Chaque jour, des femmes, jeunes et moins jeunes, de partout dans le monde vivent des drames : viols de guerre, agressions sexuelles par des ecclésiastiques, incestes, etc., et se retrouvent en situation de grossesse non désirée. Chaque jour des femmes sont traitées comme des choses et se voient refuser la compassion de l'Église. Qui plus est, le discours de l'Église catholique sur la contraception, l'avortement, les relations

sexuelles en dehors du mariage, etc., infantilise les femmes, nie leur autonomie sexuelle, de même que la capacité des femmes et des hommes de faire des choix responsables pour l'exercice de leur sexualité. Il s'agit donc d'un système religieux machiste qui se fonde non seulement sur une anthropologie patriarcale qui ne reconnaît pas aux femmes le statut de personne à part entière mais aussi une morale sexiste et légaliste qui cherche à enfermer les femmes dans la névrose cléricale du sexe. Ce système a également pour effet d'exclure les femmes des postes de responsabilité et des ministères ordonnés dans l'Église catholique. Après tout, comme l'a si bien dit le cardinal Vingt-Trois de Paris sur les ondes de Radio Notre-Dame le 6 novembre dernier: « Le plus difficile, c'est d'avoir des femmes qui soient formées. Le tout n'est pas d'avoir une jupe, c'est d'avoir quelque chose dans la tête ». Les femmes, des choses qui peuvent bien avoir la tête vide, pourvu qu'elles aient le ventre plein.

Ce système a un visage politique. Par exemple, le Saint-Siège, comme État observateur aux Nations Unies, s'oppose systématiquement à toutes les résolutions onusiennes qui font la promotion de l'autonomie des femmes en matière sexuelle. Il fait pression auprès des pays catholiques, notamment d'Amérique latine, pour qu'ils adoptent des politiques conformes à la morale sexuelle du Vatican.

L'autoritarisme

L'Église catholique est une organisation centralisatrice, non-démocratique, qui exige des évêques une promesse d'obéissance

au pape. Celui-ci est l'instance suprême en matière de définition de la doctrine (pensons à la fameuse infailibilité papale). L'Église est régie par le Droit canon qui prévoit des sanctions quand il y a dérogation à la loi. L'une de ces sanctions, l'excommunication, a pour effet « symbolique » de priver la personne de l'accès au salut (le ciel !). À une autre époque, une telle condamnation était socialement stigmatisante. Faut dire qu'elle était fréquemment assortie d'une peine particulièrement convaincante, appliquée par le « bras séculier » (pensons aux bûchers de l'Inquisition). Aujourd'hui, l'excommunication est davantage un mode d'exclusion de l'Église.

Mgr Sobrinho, en prononçant l'excommunication de la mère de la jeune Brésilienne et de l'équipe médicale qui a pratiqué l'interruption de grossesse, était convaincu, avec le cardinal Battista Re du Vatican qui l'a soutenu, qu'il avait la loi catholique de son côté ; une loi pensée abstraitement, en dehors de la vie concrète des personnes. Il n'a fait que son devoir en appliquant dans toute sa rigueur cette loi qui fait abstraction de la souffrance des personnes et qu'il importe d'appliquer dans son intégralité pour assurer la préservation de la pureté de la doctrine. Qu'importe que des personnes vivent des états extrêmes de détresse ou que les conséquences de cette condamnation injuste soient désastreuses pour la vie des personnes. Comme Benoît XVI qui, cette semaine, dans le cadre de son voyage en Afrique, ce continent ravagé par le sida, a maintenu sa condamnation du condom, prétendant que l'usage de ce dernier aggravait l'épidémie du sida, Mgr Sobrinho a

fait fi du réel, du nécessaire devoir de compassion face à la souffrance humaine et il a rappelé la loi dans toute sa rigidité. Il n'a même pas utilisé les quelques possibilités offertes par le Droit canon pour considérer des circonstances atténuantes et modérer ses transports de grand justicier. Voilà l'autoritarisme à l'œuvre.

Mais ce système est en train de se fissurer. L'Église catholique qui produit machisme et autoritarisme, a encore en son sein une mouvance capable de justice sociale, de compassion, de reconnaissance des personnes. Admettons cependant que la première tendance prédomine depuis quelques décennies et qu'elle est cause de désertion chez nombre de catholiques progressistes. Mais commence-t-elle à s'essouffler quand on voit l'accumulation des bêtises sexistes et racistes (réintégration de l'évêque intégriste qui nie l'Holocauste), des décisions irresponsables qui soulèvent un tollé général, même chez les pratiquants et quelques évêques ? En fait, cette fissure a commencé à opérer dès 1968, avec l'encyclique *Humanae Vitae* de Paul VI qui condamnait l'usage des moyens de contraception mécanique et chimique pour réguler les naissances. À partir de ce moment-là, nombre de femmes et d'hommes ont mis le clergé à la porte de leur chambre à coucher et ont décidé que c'en était fini de l'ingérence cléricale dans leur vie sexuelle. Dans cette tentative d'encadrement de la vie sexuelle des femmes et des hommes catholiques, l'Église a perdu beaucoup de sa crédibilité et a étalé son incompetence en cette matière. Les croyants sont devenus autonomes et ont pris leurs responsabilités. Reste que l'Église se réessaie régulièrement,

sans grand succès au Québec, de convaincre des vertus de l'abstinence sexuelle, de l'immoralité de l'usage du condom et de la nécessité absolue de condamner sans appel et en toutes circonstances l'avortement. Les événements des dernières semaines ont profondément creusé la fissure qui est devenue une véritable béance, à un tel point que la théologienne Ivone Gebara parle aujourd'hui de schisme, de schisme provoqué par la hiérarchie catholique.

Des catholiques engagés et quelques évêques ont eu le courage de prendre position la semaine dernière et de condamner les excommunications. Je pense ici à Ivone Gebara qui soutient que les évêques sont devenus des défenseurs de principes abstraits ; à Mgr Veillette, président de l'Assemblée des évêques catholiques du Québec qui a manifesté sa compassion à l'endroit de la fillette brésilienne et de sa mère ; à Mgr Farine de Genève qui affirme que l'Église doit cesser la sanction de l'excommunication ; à Mgr Francis Deniau, évêque de la Nièvre, qui reconnaît avoir accompagné des femmes avant et après une IVG. Je dis bien courage parce que ces personnes, en manifestant leur dissidence vis-à-vis des autorités ecclésiastiques, ont pris le risque de subir les foudres de Rome : mise au silence, carrière épiscopale brisée, etc. Mais le vent a tourné. Lundi de cette semaine, est-ce par conviction ou parce que quelqu'un à Rome a compris qu'il y avait plus à perdre qu'à gagner dans cet entêtement à excommunier, toujours est-il que le président de l'Académie pontificale pour la vie, Mgr Rino Fisichella, a signé dans l'*Osservatore Romano* un texte où il a pris ses distances vis à vis des

excommunicateurs et dit toute sa compassion pour la mère et l'enfant. Est-ce une heureuse coïncidence, ou avaient-ils besoin du feu vert romain, en tous les cas on peut prendre note que, dans les heures qui ont suivi la publication de ce texte, le cardinal Ouellet et le cardinal Turcotte, qui n'avaient rien à dire sur cette question la semaine dernière, ont trouvé des mots pleins de compassion pour la mère et l'enfant.

La fracture est bel et bien là et elle ne pourra être colmatée par des vœux pieux. D'un côté, il y a un système rétrograde, machiste et autoritaire qui a du plomb dans l'aile et qui multiplie les dérapages. De

l'autre, il y a une poignée de catholiques convaincus qui ont des aspirations de justice sociale et d'Église plus évangélique. Ces derniers auront-ils les moyens de leurs aspirations ? Chose certaine, il y a pour ce « petit reste » toute une traversée du désert à parcourir pour annihiler le machisme clérical et déconstruire l'autoritarisme romain. Telles sont pourtant les conditions essentielles à remplir pour parvenir à bâtir une église différente, une église féministe, démocratique, égalitaire, plus juste et solidaire. Le pari est loin d'être gagné.

Les groupes suivants appuient ce texte: Collective L'autre Parole; Association des Religieuses pour la Promotion des Femmes (ARPF) et ses membres; Citoyennes averties, Alma; Soeurs Auxiliatrices du Québec; Intervenantes communautaires de la Maison Orléans; Centre de Femmes Au Quatre-Temps Inc., Alma ; des sœurs de la Congrégation de Notre-Dame.

Les personnes suivantes appuient également le texte: Lise Baroni; Édith Richard, Hélène Pelletier-Baillargeon, Martha St-Pierre, Marie-Josée Baril, Dominique Blondeau, Francine Breton, Mimi Legault, Huguette Matte, Thérèse Martin, Claude Giasson, membre du Réseau Culture et Foi, Ella McCormick, Linda Denis, Germain Pelletier, Andrée Noël, Michelle Beauchemin, Marie-Claire Bombardier, Rachel Prud'homme, Yvette Teofilovic, Yvette Laprise, Agathe Lafortune, Huguette Laroche, Nusia Matura, Marie Gratton, Claude Boucher, Anita Caron; Louise Garnier, Monique Hamelin, Pierre Brosseau.

Une version abrégée est parue dans *Le Devoir* du 24 mars 2009, p. A9 sous le titre « Une Église machiste et autoritaire ».

<http://www.ledevoir.com/2009/03/24/241384.html>

Cette version abrégée se retrouve également sur plusieurs sites dont:

Sisyphé:

<http://sisyphe.org/spip.php?article3262>

Culture et foi: <http://www.culture-et-foi.com/>

Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU):

<http://fqppu.org/babillard/des-profs-se-prononcent.html>

Netfemmes: http://netfemmes.cdeacf.ca/les_actualites/lire.php?article=13770

Vigile: <http://www.vigile.net/Une-Eglise-machiste-et-autoritaire>

Il a fait l'objet d'une traduction en portugais.

suite de la page 16:

s'approprient ici le monopole de l'universalisme et les avancées du féminisme ensemble, eux qui récemment encore ridiculisaient ce dernier. Ce qui se joue : des intérêts géopolitiques immédiats, des guerres et des jeux de dominations à justifier ; le confortement en interne des États existants, de leur régression sociale et de leurs politiques sécuritaires ; le bilan enfin de la période antérieure des colonisations, impossible à solder dans un tel contexte, et qui grève insupportablement les mémoires des peuples et leurs rapports entre eux. Tout ça pris ensemble, a pour nom la guerre des civilisations. Côté occidental, on appelle ça aussi les politiques antiterroristes. Au passage, le féminisme s'oublie comme voie d'accès à l'universel réellement, et concourt à la stigmatisation d'une religion, l'islam. Mais qu'est allé faire le féminisme dans cette galère ? !

Une bonne partie des féministes occidentales contribue à cela. Du moins une majeure partie de celles qui ont acquis aujourd'hui des positions de légitimité sociale du fait de leur parcours, car la nouvelle génération émergente porte un discours différent, heureusement. Ces féministes complices d'un nouveau racisme y trouvent une reconnaissance sociale tardive. Devenues les alliées objectives de leurs États, elles peuvent passer

outre les déceptions et les vexations subies. S'arrêtant dans leur réflexion et leur lutte, elles ont choisi la légitimation de leurs luttes passées par ceux qui hier encore les moquaient, plutôt que de mener à son terme, pour un nouveau tour d'effort, le chemin de la réflexion émancipatrice et de la solidarité nécessaire entre les opprimés. D'une lutte libertaire et de contestation à vocation d'émancipation universelle, elles ont fait une cause civilisationnelle au profit des tendances sécuritaires voire guerrières des pouvoirs dont elles-mêmes dépendent.

Pourtant, le féminisme, en tant qu'universalisme, est riche de pistes utiles et nombreuses pour le temps présent. Le féminisme mené à son terme, c'est la *reconnaissance* de l'autre, de prise en compte de cet autre, en tant que semblable et autre à la fois. C'est le fondement même de la mise en œuvre des droits humains, mais aussi le début de la démocratie, de l'universalisme, de l'humanisme, de la tolérance, du respect, du fondement social. C'est également l'obligation de regarder en face les schémas de domination, mais sous un jour particulier : ce n'est pas l'autre lointain qui est dominant, ni un groupe social ou national résolument extérieur, mais c'est l'autre au plus près de nous, nos voisins, nos intimes et nos concitoyens. Et, parce que nous ne cherchons pas quelque guerre des sexes, sauf dans une perspec-

tive féministe radicale de type occidental qui présente un fort intérêt théorique mais n'est pas viable en pratique, nous voici à défendre la nécessité de composer tous ensemble pour avancer, non dans une opposition systématique entre les sexes, mais dans une négociation constante, que nous manions déjà en vérité depuis longtemps, pour un horizon commun, et, autant que possible, pour des valeurs communes en partage. Cela contraint à ne pas considérer l'autre comme une abstraction de pur dominant, mais comme un être complexe avec lequel négocier, et qui est porteur des contradictions de ce monde. C'est que nous sommes donc nécessairement aussi autres et semblables en miroir. Tel un grain de sable qui contient le désert entier, nous voici alors à plonger en nous-mêmes pour y contempler soudain l'humanité dans ses mouvements, ses blocages, ses possibilités. Le féminisme porte en lui finalement toutes les prémices de l'humanisme et de la sagesse. Pas moins.

En outre, en s'appuyant sur les droits humains universels, qui par nature ne souffrent aucune hiérarchie entre eux et

sont un impératif constant, le féminisme rappelle que les droits des femmes ne peuvent passer à la trappe au profit d'autres enjeux qui seraient plus urgents. Les féministes n'ont pas à rougir d'insister sur les droits des femmes au beau milieu d'une lutte collective d'une autre nature, qu'elle soit sociale, religieuse, nationaliste, économique ou autre : ce faisant, elles sont dans leur droit, mais en outre, elles empêchent l'enfermement dans une dérive suicidaire. C'est un apport majeur, une obligation toute dynamique de se penser en interne aussi dans sa complexité et son ambition d'universalité, bref, de ne pas perdre de vue l'humain, même au prix d'efforts difficiles. Oublier cette dimension profondément spirituelle du combat féministe, cette injonction constante et exigeante de dissidence utile, c'est donner raison aux distorsions agressives dont le féminisme se porte actuellement trop souvent garant au Nord. Et le laïcisme dont il s'affuble alors, au-delà des raisonnements politiques nécessaires, n'est que le haillon hideux qui signale son néfaste appauvrissement.

Le Coran lu par Asma Lamrabet, une lecture qui construit des ponts

Recension du livre *Le Coran et les femmes, une lecture de libération*

Paris, Tawid, 2007

Johanne Philipps *

Asma Lamrabet est d'origine marocaine. Elle préside le *Groupe international d'étude et de réflexion sur Femmes et Islam* (GIERFI).¹ Médecin, elle travaille actuellement au Maroc après avoir exercé sa profession durant plusieurs années en Amérique latine. *Le Coran et les femmes, une lecture de libération* est son troisième ouvrage. Elle a écrit auparavant un premier livre intitulé *Musulmane tout simplement* paru en 2002 et un deuxième ouvrage, *Aïcha, épouse du prophète ou l'islam au féminin*. Elle a participé également à l'ouvrage collectif : *Québécois et musulmans main dans la main pour la paix*, publié aux éditions Lanctôt en 2006.

En introduction, Asma Lamrabet affirme que les femmes musulmanes sont prises au piège entre les discours colonialistes, qui les dépeignent comme des victimes en attente d'une libération venant de l'Occident, et les discours islamiques traditionnels qui les oppressent au nom du religieux. L'ouvrage de ma-

dame Lamrabet permet de sortir de ces visions étroites. Pour les lectrices occidentales non musulmanes, cette lecture est une invitation à remettre en question des visions hégémoniques ; elle permet de découvrir le statut de sujet de nos soeurs musulmanes qui possèdent une culture qui leur est propre, à partir de laquelle elles peuvent prendre la parole. Pour les femmes musulmanes, elle redonne accès à un héritage, voire même à un pouvoir, confisqué par des traditions patriarcales et misogynes. La lecture de libération faite par madame Lamrabet est une forme de contestation qui prend forme et surgit à l'intérieure même de l'islam. Elle vise à déconstruire les interprétations patriarcales du texte afin de mettre à jour les perspectives libérantes qu'il contient. Elle rend compte de la force d'émancipation que peut constituer le Coran pour les femmes si son interprétation n'est pas réduite à une fonction de consolidation du pouvoir patriarcal.

* ,Johanne Philipps est étudiante au Ph. D. en sciences des religions à la Faculté de théologie et de sciences des religions de l'Université de Montréal

Pour y arriver, tour à tour l'auteure visite, avec érudition, le Coran et les hadiths (recueil des actes et paroles de Mahomet) qui alimentent la tradition. L'auteure commence par revoir les interprétations de la création qui contribuent à subordonner les femmes. Elle nous montre que l'exégèse islamique a été influencée par les traditions judéo-chrétiennes entourant le récit de la conception d'Ève à partir de la côte d'Adam. Cela même si un tel récit n'est pas dans le Coran. Celui-ci, cependant, contient plusieurs images de femmes. Ce qu'il en dit constitue la première partie du livre de Asma Lambaret. Elle nous montre ces femmes, dont la présence est incontestable dans le Coran, qui ne sont pas associées à des rôles d'épouse et de mère, ce qui contraste avec la vision des femmes qui s'est développée dans l'islam. Ainsi, elle défait les discours qui nient aux femmes la capacité d'assumer des rôles de leadership dans le but d'assurer la suprématie des hommes. Par exemple, l'auteure nous fait voir comment le Coran présente la reine de Saba comme un modèle de dirigeante capable de consulter et de freiner les ardeurs belliqueuses pour préférer la paix.

Dans une deuxième partie, intitulée *Quand le Coran parle aux femmes*, madame Lamrabet nous présente des

épisodes dans la vie du prophète durant lesquelles les femmes ont fait des revendications et se sont plaintes de l'invisibilité dont elles étaient l'objet. La lecture de l'ouvrage nous permet de découvrir comment les femmes ont dû elles aussi vivre des moments d'exil. L'auteure nous révèle comment leur participation politique lors de l'émergence de l'islam est reconnue à travers divers versets du Coran et des premiers écrits de la tradition. Elle appuie son propos en nous renseignant sur la participation des femmes à des cérémonies d'allégeance. Il y a donc eu une implication politique des femmes et une reconnaissance de l'égalité lors de l'émergence de l'islam. Par contre, comme le déplore l'auteure, les « savants pris au piège de leurs contextes culturels respectifs vont être incapables d'interpréter ce genre de versets autrement que selon une vision coutumière et archaïque... » (p. 135). L'auteure dénonce aussi la volonté de certains d'établir des espaces séparés pour les hommes et les femmes puisque, comme sa lecture le montre, la révélation s'est faite dans un contexte de mixité. Pour elle, le développement de l'islam marque donc une régression terrifiante puisque le statut d'égalité des femmes y est aujourd'hui contesté. L'auteure aborde également certains textes qu'elle qualifie de « vecteurs de

l'éternelle accusation d'un islam qui opprime la femme... » (p. 183) et qui occultent tout le reste du message. Faute d'espace, elle n'entend pas en faire une étude exhaustive. Elle nous les présente, néanmoins, en les resituant dans leur contexte et en les reliant à partir de l'ensemble du Coran. Elle défait ainsi les interprétations littéralistes.

Il peut être questionnant de constater que l'auteure utilise tout au long de son livre l'expression *féminine* et non *féministe*. Dans un texte présentant le *Groupe international d'étude et de réflexion sur Femmes et Islam*,² l'auteure note que nombreuses sont les femmes musulmanes qui ne s'identifient pas avec le féminisme du fait de sa connotation occidentalisée. À propos de la libération pour laquelle elle oeuvre, elle la décrit comme : « Une *libération féminine* qui n'a à se conformer à aucun modèle en vogue... qui devrait

être libre de faire *ses* propres choix... et de définir *ses* propres espaces de liberté... ». *Le Coran et les femmes, lecture de libération* offre aux femmes occidentales la possibilité de faire la rencontre de cette démarche *autre* de libération. Ainsi, cet ouvrage nous donne la chance de nous libérer des lieux communs qui sont trop souvent le seul discours véhiculé sur l'islam. Par sa lecture, il nous est donné de rencontrer autrement cette tradition religieuse et de percevoir comment elle anime la lutte des femmes qui y puisent la force nécessaire pour lutter en vue de leur libération. Elle invite à une reconnaissance du droit des femmes musulmanes d'être elles-mêmes agentes de l'interprétation des textes. Cette lecture de libération jette donc un pont entre nous toutes.

¹ Voir l'article de Asma Lamrabet dans ce numéro.

² Disponible sur <http://www.asma-lamrabet.com/Articles/fr/GIERFI.pdf>.

Un congrès de théorie féministe à Rabat au Maroc

Joanie Bolduc *

Pour une étudiante, les colloques internationaux sont toujours impressionnants et, avouons-le, aussi un peu apeurants.

La présence de professeures vedettes jusqu'ici accessibles que par leurs écrits y joue pour quelque chose. Toutefois, le *5e Congrès des Recherches féministes dans la francophonie plurielle*, tenu à Rabat au Maroc du 21 au 25 octobre 2008, a permis à plusieurs d'entre nous étudiantes de faire nos premières armes dans l'arène du monde académique international. Le thème du « Féminisme face aux défis du multiculturalisme », ainsi que la présence de femmes de partout à travers la francophonie a certainement permis de créer de nouveaux liens et a permis la rencontre de diverses perspectives. Finalement, la venue d'un colloque féministe au Maroc a favorisé la présence et le dialogue entre et avec des féministes musulmanes provenant d'Afrique, de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

Plusieurs générations de féministes de tous les pays

En tant que « jeune » féministe, du mi-

lieu universitaire de surcroît, le Congrès de Rabat m'a procuré l'occasion d'avoir des contacts, des discussions avec des féministes de tous âges. Enfin une occasion de discuter, d'expérimenter concrètement une solidarité féministe transgénérationnelle dans un presque huis-clos féminin de cinq jours. La diversité des thématiques des présentations (littérature, politique, religion, etc.) permettaient un échange fructueux à partir des propos des communicatrices. Malheureusement, ou peut-être heureusement, ces discussions ne pouvaient s'épanouir que lors des pauses et des repas qui laissaient un espace où les expériences personnelles et professionnelles de chacune trouvaient à se partager.

La présence de féministes de nombreux pays a aussi favorisé la création de réseaux de solidarité internationale. Par exemple, une table ronde sur « les enjeux de l'intégration et du développement de la formation et de la recherche féministe au sein des universités franco-

* Joanie Bolduc est étudiante à la maîtrise en sciences des religions, concentration en études féministes, à l'UQÀM. Elle s'intéresse aux rapports sociaux de sexe et ethniques en lien avec les femmes immigrantes au Québec, particulièrement les femmes musulmanes.

phones à travers le monde » a réuni des porte-parole de chacun des pays présents au congrès. Cette table ronde a donné à un état des lieux de la formation et de la recherche féministe dans chacun des pays et mis en lumière les différents modes d'organisation favorisés par les mouvements des femmes des différents pays. À certains endroits, comme au Québec, groupes de femmes et milieu institutionnel universitaire collaborent étroitement. Il semble cependant que la voie adoptée par la majorité soit une séparation des universitaires et des militantes diluant ainsi la possibilité d'application des recherches aux besoins concrets des femmes sur le terrain. Toutefois, quelques grands traits communs des études féministes en milieu universitaires ont pu être tirés. Premièrement, le manque de support des institutions universitaires ainsi que la rareté des ressources financières pour les études féministes semblent être des obstacles partagés par tous les pays, même s'il est clair que ce soutien institutionnel et financier demeure tout de même plus accessible dans le monde occidental. Les organisatrices marocaines ont souligné comme un gain l'obtention d'un local pour les recherches et la formation féministes à Rabat suite à la présence du Congrès dans leur université. Cette table ronde représente pour moi une excellente conclusion du Congrès (même si un peu

serrée dans le temps). Elle a permis de saisir l'essentiel des défis de l'institutionnalisation de la recherche et de la formation féministes dans la francophonie, tout en rendant compte de la vitalité et de la persévérance des femmes qui portent ces enjeux à travers le monde.

Le multiculturalisme comme prétexte pour parler de religion : l'islam au menu

Il était prévisible que l'islam serait beaucoup discuté avec le multiculturalisme comme thème central et le Maroc comme pays hôte, et ce malgré la présence de chercheuses en provenance de pays où l'islam est minoritaire. L'islam a été abordé sous tous les angles possibles dans plusieurs panels et dans toutes les conférences plénières auxquelles j'ai assisté au point que la diversité culturelle fut éclipsée par les enjeux de la rencontre entre féminisme et religion ; la religion étant majoritairement comprise comme référant à l'islam (à l'exception notable de la communication d'Anne Létourneau sur le bouddhisme et des quelques conférences abordant la religion dans une perspective de diversité religieuse en contexte migratoire.) En effet, l'islam fût examiné à la loupe pendant les cinq jours du congrès. Que ce soit à partir d'enquêtes terrains réalisées auprès de populations migrantes en Europe ou au Canada, que ce soit à partir

de l'angle des accommodements raisonnables (sujet populaire parmi les Québécoises) ou que ce soit à partir d'une perspective féministe musulmane ou anti-musulmane, les communications et les discussions ont souvent traité des rapports entre féminisme et islam.

La diversité des positions des féministes musulmanes m'a frappée. On pouvait assister à une critique visant à dépatriarcaliser l'islam et ses pratiques au côté d'une conférence sur une interprétation féminine du Coran. Il est rare de pouvoir assister au Québec à des discussions internes entre des féministes musulmanes. Ces débats se déroulent souvent à l'intérieur de la communauté musulmane et il est plutôt difficile d'y avoir accès en dehors des textes écrits sur le sujet. Le congrès de Rabat fut en ce sens très instructif surtout en ce qui concerne l'interprétation des textes sacrés. En effet, il est difficile pour les musulmanes de développer une théologie féministe qui puisse réécrire les sources patriarcales présentes dans le Coran puisque celui-ci est révélé et qu'il descend directement d'Allah par l'entremise de l'ange Gabriel et du prophète. Rejeter des morceaux du Coran en les qualifiant de patriarcaux équivaut dans l'esprit de plusieurs à discréditer le prophète et à ainsi remettre en question l'ensemble de l'islam. La stratégie adoptée par la majorité des musulmanes

est donc de critiquer les autres textes de l'islam qui, eux, dépendent d'une chaîne de transmission humaine (et masculine) et de rejeter les interprétations sexistes qui découlent de ces textes. Mais que faire lorsque le texte central de la tradition est discriminatoire et que l'on ne peut le réinterpréter puisqu'il est révélé ? C'est cette question cruciale qui me semble occuper présentement les féministes en pays musulmans (particulièrement les féministes marocaines). L'importance de ce nœud paraît provenir de la grande influence que les officiels de la religion musulmane possèdent sur les politiques et le discours publics. Les féministes qui oeuvrent de l'intérieur aussi bien que celles qui se sont détachées de la religion ont donc à travailler avec cette force sociale qu'est le discours religieux. Dans ce contexte, on a donc pu assister à des débats sur les meilleures stratégies à adopter pour contrer ce sexisme émanant de la tradition : couper complètement les liens avec l'islam ou le réformer plus ou moins radicalement de l'intérieur. Avouons que ces questions nous ramènent à des préoccupations qui résonnent en contexte québécois.

Parallèlement aux débats des féministes musulmanes, les questions de la laïcité versus la religion dans les sociétés d'immigration ont été abordées abon-

damment par nombre d'intervenantes des pays du Nord (issues de l'immigration ou non). Ici encore, l'islam demeure le point central à partir duquel on discute. Soit que l'on s'intéresse aux communautés musulmanes vivant en contexte européen ou nord-américain, soit l'islam est pris comme exemple des conflits autour de la laïcité dans les sociétés d'accueil. On en parle en terme d'ethnisation des groupes sociaux, en terme de racisme ou en terme de problèmes de communautarisme et d'intégration. La majorité des interventions visaient clairement à créer des ponts entre femmes de toutes origines et visaient à déconstruire les rapports de pouvoir Nord-Sud. Cependant, vouloir abattre les inégalités n'est pas une mince tâche. Plusieurs incompréhensions liées aux manières de faire, aux différents accents, à des ressources matérielles inégales, ainsi qu'à des priorités divergentes étaient présentes. Mais la plus grande des incompréhensions demeure pour moi la place que peut prendre la religion dans la vie des femmes. Pour plusieurs féministes du Nord présentes sur place, la religion demeure un phénomène minoritaire relié à l'immigration dans leur pays d'origine ou une force rétrograde à combattre dans les pays où elle est « encore » présente. D'où une certaine irritation face à l'idée de réfor-

mer ou de s'allier avec les forces progressistes présentes dans les diverses traditions religieuses. Bref, à plusieurs reprises, il me semble que les débats sur la religion et l'islam voyait des tentatives de dialogue entre deux paradigmes difficilement conciliables : d'un côté des féministes ayant à composer quotidiennement avec des représentants et des croyants et croyantes d'une tradition religieuse forte et de l'autre des femmes ne comprenant pas l'importance de la religion et de la spiritualité dans la vie de plusieurs femmes et féministes.

Féministes avant tout

Il ne faut cependant pas nier les efforts effectués de part et d'autres pour expliquer les enjeux particuliers de chaque région du monde ainsi que les efforts réalisés par plusieurs pour se décentrer de leur propre réalité afin de mieux saisir les défis du féminisme en pays musulman. Il me reste de ces cinq jours la déception de n'avoir pu assister à toutes les présentations de ce congrès (plus d'une centaine) et de n'avoir qu'une vision partielle de ce que les participantes avaient à offrir. Je retiendrai pour l'avenir la passion avec laquelle les présentatrices ont partagé leurs travaux (malgré le manque de temps) et la vision d'une francophonie féministe vivante.

Un tapis de femmes berbères

Monique Dumais, Houlida

*Un tapis jaune or
avec des losanges, des carrés
tissé par des femmes berbères
du Maroc, pays musulman,
est étendu dans la petite chapelle
de ma résidence.*

Je suis très fière de ce tapis qui me rappelle le travail constant de ces femmes et leur vie généreuse dans une culture différente de la mienne. Je l'ai rapporté d'un voyage effectué à l'occasion du 5e Congrès des recherches féministes dans la francophonie plurielle qui s'est tenu à Rabat, au Maroc, du 21 au 25 octobre 2008. C'était ma découverte de ce pays de l'Afrique du Nord, pays musulman, gouverné par un roi, Mohammed VI, et un parlement : « Une monarchie constitutionnelle, parlementaire, multipartite, s'apparentant donc à une démocratie moderne » (Site internet Ritimo).

Le Maroc est un pays magnifique avec de splendides paysages de montagnes, des villes impériales Fès, Meknès, Rabat, Marrakech, de merveilleux décors de mosaïque, de dentelles de pierre et de bois, des médinas et des souks à découvrir, un artisanat très vivant (tissage de tapis, foulards, céramiques, maroquinerie, joaillerie, dinanderie, menuiserie,

épices variées). Tout est à vendre en abondance dans les souks où on se doit de marchander ! J'ai résidé à Rabat dans le Ryad Alia un de ces petits hôtels privés, hauts en couleurs, construits autour d'un jardin souvent minuscule.

Cependant, au Maroc, parmi toute cette beauté, se cachent « des problèmes à tous les niveaux: analphabétisme, manque d'infrastructures, chômage massif, pas d'accès facile à l'eau, aux soins, corruption, bidonvilles ». (Site internet Ritimo)

Et l'islam est présent partout, au moins très audible avec le muezzin qui appelle à la prière cinq fois par jour. Dès le lever du jour, retentit du minaret l'appel à la prière, qui nous réveille à coup sûr.

Parlons maintenant de ce congrès international bien rempli auquel ont participé près de 150 femmes et quelques hommes : Participation venue de l'Afrique subsaharienne, du Maghreb, des Amériques dont une quarantaine du Québec, de l'Europe.

Le thème choisi était Le féminisme face aux défis du multiculturalisme. « Chez certains/nes, le féminisme et le multiculturalisme sont considérés d'emblée comme des concepts opposés. Cette opposition fait largement l'objet de débats entre chercheurs/res, féministes, militants/tes du Sud et du Nord. Depuis plus d'une décennie, ces débats gagnent les espaces politiques et deviennent par conséquent des débats publics qui opposent les partisans de l'universalité où le principe de l'égalité, mis en avant, ne peut composer avec la spécificité culturelle, fondée sur la complémentarité des rôles sociaux. Pour d'autres, ces deux concepts ne sont pas antinomiques, le principe de l'égalité n'exclut pas le respect de l'identité culturelle » (Note de présentation envoyée par les organisatrices.)

Il est important de tenir compte que les critiques du multiculturalisme sont fondées sur le fait que le respect de certaines valeurs culturelles n'améliore pas la condition des femmes dans des sphères culturelles souvent patriarcales, fondées sur la discrimination des sexes dans l'espace privé et favorisant l'exclusion des femmes de l'espace public.

Au Maroc, le féminisme est sans cesse confronté à l'islam. Des luttes se font pour parvenir à une véritable participation et émancipation des femmes dans la société. Le dernier coup d'éclat est le Code de la famille présenté par le roi Mohammed VI le 10 octobre 2003.

Cette date est désormais considérée comme la « vraie Journée des femmes au Maroc ». Il a été adopté par le Parlement en janvier 2004. « Mohamed VI a voulu donner un aspect démocratique à la réforme, et montrer que le code de la famille doit dorénavant relever du parlement, c'est-à-dire d'une instance 'laïque' qui comprend l'islamisme modéré comme force politique intégrée ». Ce Code compte onze points nouveaux dont la répudiation de la femme qui doit se faire dans le cadre d'un tribunal, le divorce consensuel, la répartition des biens entre époux. Il semble que les nouvelles données de ce Code de la famille ne soient pas encore toutes effectives. Le droit successoral est encore à l'étude, car on sait que, selon la charia, la femme n'a droit qu'à la moitié de la part de l'héritage d'un homme ayant un degré de parenté équivalent avec le défunt.

Dans le cadre de ce congrès international de recherches féministes francophones, qui s'est tenu au Maroc, force est de constater que dans ce pays du Maghreb il existe de concert avec l'Association des femmes africaines des recherches féministes dynamiques pour la recherche et le développement (AFARD-AAWORD). Les points de vue sont variés.

Des sujets comme féminisme et islam, féminisme et laïcité, féminisme et développement ont été étudiés pendant le Congrès. Les rapports des féminismes

et des féministes à l'islam piquent au plus haut point notre intérêt, mais il est difficile de trouver une réponse unique à ce sujet, car elles sont multiples.

Citons un fait révélateur, rapporté par Abdessamad Dialmy, un sociologue marocain qui travaille depuis 30 ans sur le féminisme. La marche 2000 des femmes marocaines s'est faite autour du Plan National d'intégration de la Femme au Développement qui a suscité une grande polémique nationale. À Rabat, la foule a clamé: « Nous sommes toutes musulmanes, et toutes nous soutenons le Plan » (p. 194). À Casablanca, la marche s'est faite contre le Plan, avec le slogan : « Les femmes sont les sœurs des hommes », formule qui signifie, comme l'explique Dialmy, qu'il n'y aurait « pas de conflit entre les hommes et les femmes », que l'islam aurait apporté une réponse définitive et idéale à la question des sexes. D'où la nécessité, selon les marcheurs de Casablanca, de préserver l'islam et de lutter contre la dissolution des mœurs en rejetant le Plan » (p. 194).

Des hommes dans le souk de Fès ou de Rabat nous ont interpellées : « Où sont les hommes? » Nous circulions six femmes ensemble. « Ils sont à la maison », avons-nous répondu. Nous avons pu voir comment le fait que des femmes se promènent seules dérangent leurs habitudes. De plus, des Marocaines se préoccupent de la place des hommes dans leurs rencontres féministes. Deux

hommes ont été appelés à lire un poème lors de l'assemblée de clôture du congrès. Par ailleurs, Abdessamad Dialmy soutient que « le monopole féminin sur le marché scientifique des études féminines doit cesser pour impliquer le chercheur masculin. C'est peut-être là une condition de plus grande objectivité. Le moins de vécu reste une condition de connaissance » (4e de couverture du livre cité).

La participation des Québécoises, très forte en nombre, a permis de mettre en lumière entre le féminisme et l'interreligieux, différentes formes de pratiques et de militances, des études sur le terrain concernant la prostitution et le travail du sexe, les droits de la personne et les migrations, les discours sur les femmes musulmanes et les pratiques d'accommodements au Québec, la rencontre entre bouddhismes et féminismes.

Ce congrès au Maroc m'a donné une nouvelle sensibilité quant à ce qui se passe en terre musulmane, tout en demeurant consciente que le débat sur l'égalité des femmes et des hommes demeure multiple : entre femmes marocaines, parmi la population du Maroc et entre les occidentales et les africaines. Il faut donc se garder d'une solution unique en maintenant sa tête et son cœur en éveil.

Billet: Problèmes d'unité et interférences médiatiques

Louise Melançon, Myriam

Le 25 Janvier 1959, à la fin de la semaine de prière pour l'unité des chrétiens, Jean XXIII annonce l'ouverture d'un concile œcuménique invitant les frères des Églises séparées à y participer. Quelques jours plus tard, il évoque la fin du schisme d'Orient par ces paroles « Finissons-en avec les dissensions ». C'est ainsi qu'à la fin de ce concile les excommunications de 1054 entre Rome et Constantinople seront levées.

Cinquante ans plus tard, presque jour pour jour, Benoît XVI pose un geste semblable d'ouverture à l'endroit des quatre évêques ordonnés par Mgr Lefebvre et excommuniés par la suite par Jean-Paul II, le 30 juin 1988. Immédiatement, dans le monde catholique et particulièrement en Europe se déclenche une tempête. Certains évêques, de même que des théologiens, offusqués par ce geste « imprévu », l'interprètent comme l'entrée des intégristes dans la « communion ecclésiale ». Ajouter à cet événement le cas de l'évêque Williamson niant la Shoah : il y a de quoi provoquer ces réactions. Le Pape a dû intervenir pour dissiper le malaise et l'inquiétude, et endiguer la colère qui s'ensuivit. Mais hélas trop tard. Le 12 mars, dans une lettre

adressée aux évêques, le Pape, après avoir reconnu ses maladresses, ses justifications insuffisantes au niveau des médias, tenta de faire la lumière sur ses intentions et sa bonne volonté. À ses yeux, la levée des excommunications, n'étant qu'une mesure disciplinaire, n'impliquait pas, la question doctrinale. Ce n'était qu'un geste d'ouverture en vue d'une éventuelle réconciliation. Pour lui, il n'était pas question de retour en arrière.

L'enjeu central de ces événements, c'est le conflit entre la Tradition et la Modernité tandis que le groupe dissident s'attache à « une » expression de la Tradition pour refuser le renouvellement apporté par Vatican II, ceux et celles qui sont entrés dans le mouvement d'aggiornamento lancé par Jean XXIII, ont eu à subir un freinage avec Jean-Paul II. Certains voient en cela un mouvement non équivoque de « res-tauration ». Il semble plus convenable d'ouvrir la porte aux traditionalistes, que de s'ouvrir aux progressistes comme on le voit dans les censures de théologiens et de théologiennes et la position rigide de l'autorité face aux ministères des femmes, qui représente un obstacle majeur à la réconciliation des Églises.

SAVIEZ-VOUS QUE...

... Le décès de madame Hélène Pedneault, survenu en décembre dernier, a plongé dans le deuil non seulement la grande famille des féministes, mais également les Québécoises et les Québécois engagés pour les luttes environnementales. Féministe engagée, éprise de justice et d'égalité, Hélène Pedneault a su, à maintes reprises, par ses prises de parole percutantes donner de la voix pour couvrir nos silences. Écrivaine douée d'un immense talent, nous lui sommes redevables des paroles de la chanson de la Marche des femmes de 1995 « Du pain et des roses » ainsi que des paroles du manifeste sur la marche mondiale des femmes de l'an 2000.



Photo Hélène pedneault:
<http://www.lbr.ca/article-2-10008.htm>

Selon Françoise David, « En perdant Hélène le Québec perd une femme hors du commun, farouchement indépendante et d'une intégrité totale. Son appui indéfectible à la cause des femmes nous manquera à toutes de même que ses coups de gueule bien sentis qui avaient le don de provoquer de bien nécessaires débats ».

Son livre « *Mon enfance et autres tragédies politiques* » (2004) vient confirmer la force de frappe, l'originalité de la pensée et l'irrévérence chronique d'Hélène Pedneault.

Sources : Divers sites internet

... Le discours de fin d'année de Benoît XVI devant la curie romaine « aurait » semé la controverse dans toutes les communautés homosexuelles de la planète. En voulant faire un lien entre ses propos sur le genre et la confusion des genres et les défis écologiques, le pape aurait laissé entendre que l'homosexualité était une menace à la survie de l'humanité au même titre que le changement climatique.

La réaction de la révérende Sharon Ferguson, à titre de directrice générale du Mouvement chrétien gay et lesbien de Grande-Bretagne, illustre bien l'accueil fait au discours papal en qualifiant ses paroles de « totalement irres-

ponsables et inacceptables sur le fond comme sur la forme » .

Source: La Presse, Montréal, 24 décembre 2008

... Il existe une lecture féministe des conclusions du rapport Bouchard-Taylor portant sur les accommodements raisonnables. En effet, Diane Guilbault démontre dans son livre *Démocratie et égalité des sexes*¹ que la véritable confrontation n'existe pas entre les Canadiens-français et les immigrants mais bien d'une part, entre les valeurs de démocratie et d'égalité et d'autre part, les normes sexistes imposées par les religions. Selon Louise Mailloux, l'auteur de cet article, « l'œuvre de Diane Guilbault est bien documentée, rigoureuse, brillante et convaincante ».

¹ *DÉMOCRATIE ET ÉGALITÉ DES SEXES*, Diane Guilbault, Édition Sisyphe, Montréal, 2008, 138 pages.

Source : L'Aut'Journal. 18 décembre 2008

... L'année dernière, à Dharamsala, en Inde, le 14^e Dalaïlama, (de son nom laïc Tenzin Gyatso) alors âgé de 73 ans mais de santé fragile, aurait abordé la délicate question de sa succession. Au dire du principal intéressé,

plusieurs options seraient envisageables : l'abolition de l'institution, la transmission du flambeau au moine occupant le deuxième rang dans la hiérarchie, la nomination d'une femme. Pour le chef politique et spirituel des tibétains, « le choix d'une nonne capable et charismatique apparaît comme une option originale et la plus rafraîchissante ». Mais qu'en pensent les Tibétains ? Souhaitent-ils eux aussi changer le paysage du bouddhisme dirigé depuis 2500 ans par des moines. Mais comme l'exprime Andrée Marie Dussault en conclusion de son article : « si Tenzin Gyatso y croit vraiment, il pourrait peut-être convaincre les siens. »

Source : La Presse, 7 mars 2009

Marie-Josée Riendeau

Le bulletin L'autre Parole est la publication de la Collective du même nom.

Comité de rédaction: Denise Couture, Monique Hamelin, Yvette Laprise

Travail d'édition: Marie-France Dozois

Impression: Centre de copie BP Papillon

Abonnements: Marie-France Dozois

Envoi postal: L'équipe de Phoebé

<i>Abonnement régulier:</i>	<i>1 an (4 nos)</i>	<i>14,00\$</i>
	<i>2 ans (8 nos)</i>	<i>26,00\$</i>
	<i>de soutien</i>	<i>25,00\$</i>
	<i>à l'unité</i>	<i>4,00\$</i>

L'autre Parole est en vente à La Librairie des Éditions Paulines, à Montréal.

On peut s'abonner ou obtenir des exemplaires des numéros précédents en écrivant à L'autre Parole, à l'adresse indiquée ci-dessous.

Chèque ou mandat-poste à l'ordre de : L'autre Parole

Adresse: C.P. 393, Succursale C, Montréal (Québec) H2L 4K3

Téléphone: (514) 522-2059

Courriel: dozoismf@yahoo.ca

Site internet: <http://www.lautreparole.org>

Poste-publications Convention No. 40050266

Enregistrement No. 9307

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

Canada